

DROIT D'ASILE

La nouvelle loi sur le droit d'asile devrait bientôt être votée par la Chambre des député-e-s. Une pétition en ligne mobilise toutefois contre ce projet de loi. Le woxx a demandé aux représentants des trois principaux partis de réagir aux points contestés.

Laurent Mosar, CSV: "Eviter des recours au rabais"

woxx: *Une pétition opposée à la nouvelle loi sur le droit d'asile est en circulation et a déjà recueilli plus de mille signatures. Elle conteste principalement trois points. Le premier concerne l'abolition du recours dans les procédures accélérées. Qu'en pensez-vous?*

Laurent Mosar: Le gouvernement précédent avait déjà tenté d'abolir le double degré de juridiction. A cette époque, la commission juridique, que je présidais, s'y était opposé. En principe, je suis d'avis que tout justiciable doit pouvoir bénéficier d'un double degré de juridiction. Toutefois, la volonté de raccourcir sensiblement les délais de procédure fait consensus. Il

Autre point de discorde: les auteurs-e-s de la pétition sont d'avis que le centre de rétention projeté n'est pas une solution et ne se conforme pas à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme.

Les auteurs de la pétition semblent en savoir plus que moi! Dans une heure, le ministre va nous présenter son concept. Je pense qu'un centre de rétention est très important car il permet de sortir ces personnes de prison qui n'ont rien à faire dans un tel endroit. Pour moi, il est inconcevable que l'on place des enfants pour une durée plus longue.

Il aura fallu d'un incendie pour que le gouvernement s'en rende compte!

ché du travail régulier mais celle de leur trouver une occupation qui nécessite évidemment un encadrement et donc un effort en matière d'effectifs. La législation permet déjà aux demandeurs

d'asile d'être occupés au sein d'initiatives pour l'emploi. En fait, ce débat est très hypocrite car il donne de fausses illusions aux demandeurs d'asile.

Ben Fayot, LSAP: "Un centre plus ouvert et convivial"

woxx: *Une pétition opposée à la nouvelle loi sur le droit d'asile est en circulation et a déjà recueilli plus de mille signatures. Elle conteste principalement trois points. Le premier concerne l'abolition du recours dans les procédures accélérées. Qu'en pensez-vous?*

Ben Fayot: Le projet de loi vise à raccourcir les délais de procédure afin d'éviter les tragédies engendrées par des procédures qui durent des années, avec au bout les expulsions. Mais il est faux de prétendre que cette loi abolirait le double degré de juridiction en matière de recours. Elle ne fait que l'aménager dans des cas précis comme les décisions d'irrecevabilité et d'incompétence qui s'appliquent dans le cadre des accords de Dublin. Certaines personnes ont déjà fait une première demande dans un autre pays sûr. Donc, nous partons du principe que le demandeur a la garantie d'obtenir les recours auxquels il a droit dans ce premier pays. Viennent ensuite les décisions négatives sur le bien-fondé de la demande. L'article 20 dit qu'une décision négative du ministre sur le bien-fondé de la demande vaut ordre de quitter le territoire. Contre cette décision, il n'existe qu'une seule voie de recours au lieu des recours en cascade possibles jusqu'à présent. Quant aux recours gracieux, ils restent possibles, mais n'interrompent pas les délais de recours. Les pa-

ragraphes 3 et 4 de l'article 20 maintiennent le principe du double degré de juridiction tout en aménageant la procédure actuelle. On peut donc dire que les droits du demandeur d'asile sont largement protégés par ce projet de loi.

Autre point de discorde: les auteurs-e-s de la pétition sont d'avis que le centre de rétention projeté n'est pas une solution et ne se conforme pas à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme.

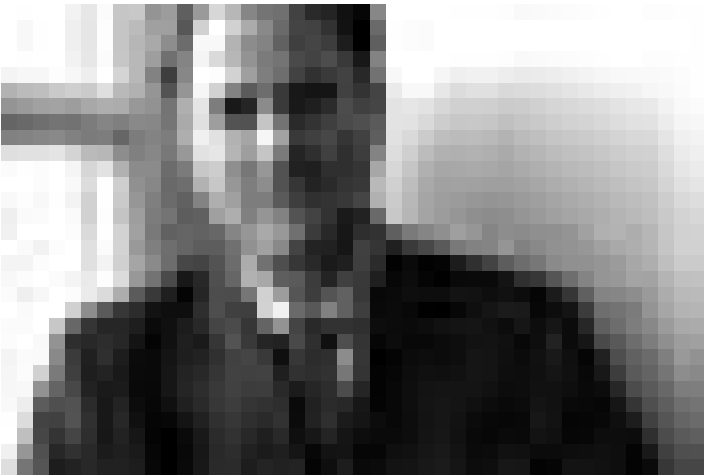
Ces personnes semblent en savoir plus que moi! Ce que nous voulons, c'est enfin sortir de prison les étrangers présents illégalement sur le territoire ainsi que certains demandeurs d'asile déboutés et destinés à être rapatriés et les placer dans une structure plus ouverte, plus conviviale et mieux adaptée à leur situation qu'une prison. Cette structure doit évidemment être soumise à des réglementations. Les droits de l'individu ou des familles doivent toutefois y être garantis. Bien entendu, ce centre ne devra pas accueillir d'enfants, sauf peut-être pour deux ou trois jours, quand il s'agit de familles déboutées qui seront rapatriées. Les personnes qui y sont placées doivent pouvoir y vivre normalement, dans des conditions convenables Mais il est bien entendu que cette structure ne devra être qu'un lieu de passage.

Le troisième point concerne l'accès au marché du

travail. Le projet de loi prévoit une durée d'attente de neuf mois.

C'est une décision qui est à considérer dans le cadre de la procédure d'asile, destinée à être raccourcie et à ne durer que six mois à un an. Elle tient aussi compte de la situation sur le marché du travail au Luxembourg. Il faut rechercher des moyens alterna-

tifs d'occupation. Dans le cadre de cette recherche, la commission parlementaire s'est rendu à Zurich pour y visiter un projet destiné à fournir des occupations aux demandeurs d'asile avec un encadrement adéquat. Les députés ont trouvé que ce projet contenait des pistes intéressantes.



Xavier Bettel, DP: "Des lacunes très gênantes"

woxx: *Une pétition opposée à la nouvelle loi sur le droit d'asile est en circulation et a déjà recueilli plus de mille signatures. Elle conteste principalement trois points. Le premier concerne l'abolition du recours dans les procédures accélérées. Qu'en pensez-vous?*

Xavier Bettel: Pour ce qui est de l'abolition du deuxième degré de juridiction, j'ai déposé ensemble avec Felix Braz des amendements à la Chambre des députés. Ce qui me gêne particulièrement, c'est qu'un fonctionnaire puisse décider quels sont les cas de procédure urgente. C'est justement dans ces cas que le double degré de juridiction est aboli et qu'il n'y a donc plus de moyen de recours! Ce n'est quand même pas possible que des fonctionnaires puissent juger de la véracité d'un parcours qu'un demandeur d'asile leur raconte. Si une personne trouve que les haies de son voisin sont trop hautes, elle peut l'obliger à les tailler par le biais d'une procédure judiciaire. Mais lorsqu'une famille risque de se faire expulser du pays, elle ne peut même plus faire appel! En tout cas, j'en reste aux amendements que nous avons rédigés avec les Verts lors du vote en seconde lecture.

Autre point de discorde: les auteurs-e-s de la pétition sont d'avis que le centre de rétention projeté n'est pas une solution et ne se conforme pas à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme.

Pour ma part, un centre de rétention vaut toujours mieux qu'une prison. En prison, les réfugiés sont traités comme des criminels, ce qu'ils ne sont pas. Dans un centre de rétention, ce n'est plus le cas. Il existe par ailleurs plusieurs initiatives. Il y a le modèle suisse, le modèle belge ... mais je ne connais pas encore le modèle luxembourgeois qui n'a pas encore

été décidé! Si les pétitionnaires sont mieux informés que moi, qu'ils me le fassent savoir. Pour l'instant, un centre de rétention constitue une amélioration par rapport à la situation actuelle qui est une situation carcérale. Sur ce point, je ne suis pas d'accord à cent pour cent avec la pétition.

Le troisième point concerne l'accès au marché du travail. Le projet de loi prévoit une durée d'attente de neuf mois.

A l'époque où les procédures pouvaient durer entre trois et quatre ans, comment expliquer à quelqu'un qu'il ne peut pas travailler alors qu'il se trouve dans un pays avec tant de confort, sans provoquer une réaction négative de sa part? Loin de moi l'idée que les réfugiés seraient criminels, mais on ne peut pas leur dire "c'est tout ce qu'on te donne, maintenant va compter les voitures, ça t'occupera". Il faudrait par contre s'inspirer du modèle zurichois qui rencontre un certain succès.

En matière de politique d'immigration, qui a votre préférence? Luc Frieden ou le duo Asselborn-Schmit?

Je n'ai pas de préférence. Frieden a fait certaines choses positives et d'autres qui le sont moins. Il n'a surtout pas cherché le dialogue. Asselborn et Schmit tentent de remédier par une loi à la lenteur des procédures. Mais ce projet de loi contient des lacunes qui me gênent énormément. Je suis persuadé qu'ils font une politique dont ils ne sont eux-mêmes pas convaincus et que des voix critiques se lèveront dans leur propre camp.

Entretiens: David Wagner

(Photos: Christian Mosar)



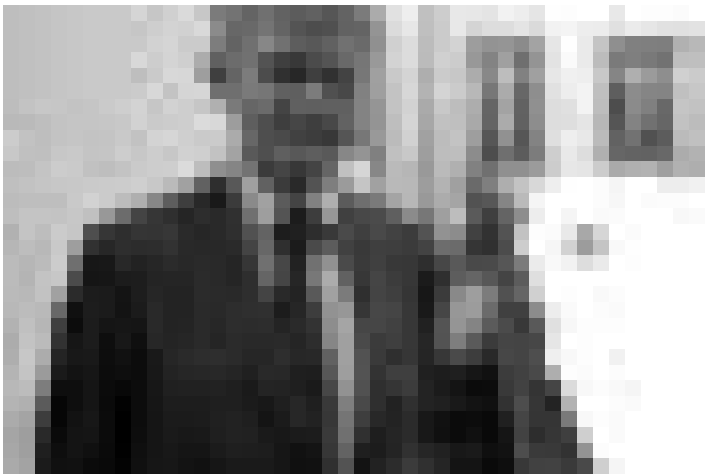
faut d'ailleurs souligner que plusieurs pays ne connaissent pas ce principe en matière de droit d'asile, notamment la France, que je considère toujours comme étant le berceau des droits de l'Homme.

Pourtant, l'Ordre des avocats dit que les procédures sont de toute façon très rapides, même avec possibilité de recours.

De deux choses l'une: ces recours se font au niveau de la cour administrative et non du tribunal civil, où les choses vont relativement vite. On pourrait, au lieu de procéder par mémoire et mémoire en réponse, se limiter à un seul mémoire et raccourcir ainsi les délais. Mais ce serait alors un recours au rabais et mènerait vers une justice expéditive. Il ne faut pas oublier que le projet de loi n'exclut pas les recours gracieux, de sorte que chaque dossier fera l'objet d'un double examen de fond. Voilà pourquoi je pense que l'abolition du double degré de juridiction peut se justifier.

Le troisième point concerne l'accès au marché du travail. Le projet de loi prévoit une durée d'attente de neuf mois.

C'est un problème à double tranchant. Avec le taux de chômage actuel, nous doutons que des demandeurs d'asile, qui ne sont souvent pas qualifiés, trouvent un emploi. De toute façon, des dispositions européennes nous imposent la préférence communautaire. La question n'est pas celle de l'accès au mar-



La pétition peut être consultée sur <http://petition.network.lu>